

s'inscrivait dans une lutte plus générale liée à l'injustice subie par les Palestiniens, aux griefs des Arabes, à la dignité offensée des Musulmans et même aux aspirations frustrées des milliards d'habitants démunis des pays du tiers monde. Le fait qu'il s'approprie ces causes est ridicule. Ces causes n'en demeurent pas moins réelles et incontournables.

Ces problèmes fermentent dans une région dont l'histoire est marquée depuis un siècle par la violence, la guerre et des rivalités meurtrières, où des pays immensément riches voisinent avec des États complètement démunis, où la ferveur religieuse peut susciter aussi bien des actes d'extrémisme que des actes de générosité.

Les guerres survenues au Moyen-Orient depuis 1945 nous montrent clairement combien il est futile et dangereux de compter sur la compétition entre camps opposés pour assurer la sécurité et d'armer jusqu'aux dents des adversaires acharnés. Saddam Hussein a montré ce qu'un seul esprit malade peut faire dans de telles circonstances.

La véritable sécurité doit reposer sur l'établissement de la confiance. Au Moyen-Orient, il faut que tous les dirigeants et tous les pays concernés aient confiance les uns dans les autres. Il faut qu'ils soient rassurés sur leurs capacités. Ils doivent savoir qu'ils peuvent poursuivre pacifiquement leur développement et préserver ce qui leur tient le plus à coeur.

Depuis un certain temps, le Canada consulte les dirigeants de la région et d'ailleurs afin de déterminer quels moyens prendre, à court et à long termes, pour promouvoir une sécurité véritable et coopérative. Notre devons apporter cette contribution fondée sur un point de vue résolument internationaliste.

Bien sûr, les solutions au conflit doivent venir de la région, mais elles doivent aussi être cautionnées par l'ONU, qui a pour tâche d'assurer la paix et la sécurité internationales.

Cette croyance dans les Nations Unies peut expliquer les différences d'opinions entre le public canadien et ceux du Royaume-Uni, des États-Unis ou de la France. Nous croyons que l'Organisation des Nations Unies -- qui n'est, ni plus ni moins, que ce que ses États membres en font -- n'est pas une gare de campagne où l'on ne s'arrête qu'à l'occasion; nous devons la renforcer de façon permanente. L'ONU ne vient pas en option. Elle a un rôle central à jouer dans les trois phases de la reconstruction qui suivront la fin des hostilités : le désengagement et le maintien de la paix; le redressement; l'édification d'une paix durable.